



LE PIÈGE DE LA PAUVRETÉ



Dans le tiers-monde, des millions de personnes meurent encore de faim. En Suisse, personne ne meurt de faim. Pourtant, le nombre de celles et ceux en Suisse qui sont menacés par la pauvreté ou qui sont pauvres ne cesse de croître. Mais que signifie être pauvre en Suisse? Et comment peut-on s'en sortir?

Texte: Odilo Noti

Photos: Reto Albertalli

Jean*, 38 ans, est marié et père de deux enfants âgés de 14 et 15 ans. Il n'a pas pu faire d'apprentissage, tout comme sa femme. Tous deux ont travaillé pendant des années comme chauffeurs pour diverses entreprises de transport. Leurs salaires leur permettaient de vivre normalement. Puis, les deux sont tombés malades. Elle souffre d'arthrose, lui avait des problèmes rénaux jusqu'à ce que son frère lui fasse don d'un rein. Enfin, leur employeur a fait faillite. Jean a été longtemps au chômage. En juin dernier, il a finalement

«Nous aimerions ne plus avoir de dettes ni devoir réfléchir à chaque dépense afin de savoir si nous pouvons nous la permettre.»

retrouvé un emploi. Avec les allocations pour enfants, le revenu de cette famille de quatre personnes s'élève à tout juste 4000 francs par mois. A un certain moment, le ménage devait tourner avec moins de 3000 francs par mois.

Jean ne peut pas s'offrir un nouveau mobilier. Les meubles viennent de la brocante et les habits d'amis. La famille paie un loyer de 1500 francs pour une vieille maison de bardeaux dont l'assainissement devient urgent. Dans le jardinet, la femme de Jean cultive un potager pour délester un peu le budget familial.

Jean espère que le vent tournera bientôt: «Cette situation est désespérante. Nous aimerions ne plus avoir de dettes ni devoir réfléchir à chaque dépense, aussi petite soit elle, afin de savoir si nous pouvons nous la permettre.»

«Scotchés sur place!»

Romaine* vit une situation semblable. Cette Suisseuse habite avec ses trois enfants dans un petit appartement de 3 pièces dans l'agglomération de Genève. Depuis son divorce, elle dépend de l'aide sociale. Son ex-mari, un Anglais, ne s'acquitte pas de ses pensions alimentaires et Romaine ne peut pas se payer les services d'un avocat. Les services sociaux règlent l'assurance-maladie et versent 2700 francs par mois pour le loyer, la nourriture, les habits et le reste.

Romaine s'est mariée jeune et n'a pas suivi de formation professionnelle. «Sans diplôme, je ne trouve pas de poste de travail

stable mais seulement des petits boulots.» Son vœu est de trouver un appartement un peu plus grand en centre ville où il y a des offres d'activités de loisirs pour enfants gratuites. «Nous n'avons pas d'argent pour les transports publics. Nous sommes scotchés sur place!»

Chris* a 19 ans. Il est venu du Sri Lanka avec sa mère et sa sœur. Son père travaillait déjà depuis 15 ans en Suisse au moment du regroupement familial. Mais deux ans après leur arrivée, le père décède. Chris effectue un apprentissage de menuisier qui dure quatre ans. Ce métier lui plaît: «J'aime beaucoup mon travail. Mais maintenant je dois

apprendre l'allemand car je veux faire une maturité professionnelle puis une formation d'ingénieur.» Caritas offre les cours d'allemand à ce jeune homme qui parle déjà parfaitement le français.

Le décès inattendu du père a précipité la famille dans une situation de détresse. Une démarche auprès des services sociaux était inéluctable. Mais les enfants, qui sont très bien intégrés en Suisse, sont ambitieux et veulent aller plus loin. Tout comme Chris, la sœur souhaite suivre une bonne formation: «Pour nous et notre futur, avoir un bon métier est très important», dit-elle.

Pouvoir mener dignement sa vie

Les familles de Jean, Romaine et Chris sont encadrées par les services de consultation sociale de Caritas. Ce sont trois exemples de pauvreté en Suisse. Mais qui donc est considéré comme pauvre en Suisse?

Selon les standards de la Banque mondiale, est considéré comme absolument pauvre celui qui dispose de moins d'un dollar par jour. Une telle pauvreté n'existe pas en Suisse. Le consensus en Suisse est de considérer que l'habillement, le logement et les soins de santé sont, outre l'alimentation, des biens absolument nécessaires au quotidien. L'article 12 de la Constitution stipule dans ce contexte que «Quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé et assisté et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine.»

Les experts en pauvreté définissent la pauvreté en Suisse comme étant une «pauvreté relative». En d'autres termes, cela signifie que la pauvreté dépend du contexte social et culturel auquel elle appartient. Par conséquent, est pauvre celui qui, comparé à la majorité des citoyens, mène un train de vie limité et contraignant parce qu'il n'a pas un revenu garantissant son existence, qu'il ne peut suivre une formation professionnelle adéquate, habite dans un logement exigu ou ne peut bénéficier de soins médicaux suffisants.

Comment est fixé en Suisse le seuil de pauvreté? La politique n'a pas fixé de limite. En revanche, il existe les directives de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) dont Caritas, les cantons et d'autres institutions privées font partie. En référence à l'article 12 de la Constitution déjà évoqué, la CSIAS précise qu'est considéré comme pauvre «celui ou celle qui ne peut mener à long terme une existence conforme à la dignité humaine».

Ce n'est pas qu'une question d'argent...

Exprimé en chiffre, la CSIAS définit dans ses directives qu'une personne vivant dans le canton de Zurich est pauvre s'il lui reste 1076 francs pour vivre après paiement du loyer et de l'assurance-maladie. Avec cet argent, elle doit encore payer son alimentation, ses habits et chaussures, les produits d'hygiène, les factures courantes, les transports publics, ses loisirs et sa formation. Une famille avec un petit enfant doit se débrouiller avec 2002 francs et une famille avec 2 enfants âgés de 14 ans disposera de 2717 francs. Ceux qui ont moins vivent en dessous du seuil de pauvreté.

La problématique de la pauvreté ne peut pourtant pas être réduite à quelques chiffres et des sommes d'argent. La pauvreté n'est pas qu'une question économique. Comme le montrent les exemples, la pauvreté a des répercussions sur d'autres domaines de la vie. Les trois familles n'ont pas seulement à s'arranger avec des conditions de logement

Photos: Les portraits illustrant ce reportage montrent des participants à des programmes d'occupation et de formation de Caritas à la Chaux-de-Fonds et St-Gall. Les photos ne correspondent pas aux personnes citées dans le texte.



LA PAUVRETÉ COÛTE CHER



Interview avec
l'économiste de
Caritas, Carlo Knöpfel

Fin 2005, Caritas a défrayé la chronique en affirmant qu'il y avait un million de pauvres en Suisse. Elle a suscité autant de critiques que d'approbation.

Nous avons explicitement dit qu'il s'agissait d'une estimation. Il n'existe pas encore de statistique sur la pauvreté en Suisse qui nous renseigne véritablement sur son ampleur. Nous l'exigeons depuis longtemps. Maintenant, la Confédération a publié une statistique qui dit combien de personnes bénéficient de l'aide sociale en Suisse. C'est déjà un début.

Comment Caritas est-elle arrivée à une estimation d'un million de pauvres?

Nous avons expliqué et justifié nos calculs en détail dans notre «Almanach social 2005», notre publication sur la situation sociale en Suisse. Il y a d'une part les estimations de l'Office fédéral de la statistique qui avance le chiffre de 233 000 enfants en Suisse vivant dans un ménage working poor. Ces ménages ont bien un revenu mais qui ne suffit pas pour garantir l'existence. Deuxièmement, une autre estimation de la Confédération affirme que 13% des personnes entre 19 et 59 ans doivent être considérée comme pauvre. Si l'on part du principe que ce pourcentage est également valable pour les personnes jusqu'à 64 ans, cela représente 604 400 personnes. Troisièmement, l'expert dans les questions sur l'âge, François Höpflinger, a calculé qu'il y a 196 600 personnes qui reçoivent des prestations complémentaires. L'addition de ces trois chiffres donne un total de près d'un million de personnes pauvres.

Caritas parle dans ce contexte d'un glissement de la problématique de la pauvreté. Qu'est-ce que cela signifie?

Avant, on disait: être âgé signifie être pauvre. Le risque de pauvreté lié à l'âge est entre-temps relativement bien maîtrisé grâce à l'assurance-vieillesse (AVS), aux caisses de pension et aux prestations complémentaires. Nous constatons aujourd'hui que plus la personne est jeune,

plus le danger de paupérisation augmente. Les enfants coûtent très cher; ils constituent un risque de tomber dans la pauvreté, tout comme la situation très tendue sur le marché de l'emploi. De nombreux jeunes ne réussissent pas à faire entrer dans le monde du travail ou doivent se contenter de petits boulots. Le danger est alors grand que la pauvreté s'installe.

S'il n'y a pas de solution simple, par où faut-il donc commencer?

Un pilier central est assurément la politique en matière d'instruction publique. Le manque de formation est le facteur de risque de pauvreté numéro un. C'est la raison pour laquelle l'école doit davantage garantir l'égalité des chances. Seul celui au bénéfice d'une bonne formation a des chances durables sur le marché de l'emploi. Mais il faut également une politique familiale systématique.

Et que faut-il faire pour ceux qui connaissent déjà la pauvreté?

Nous devons faire en sorte qu'ils puissent vivre dignement. En élargissant par exemple le système des prestations complémentaires aux familles défavorisées.

Caritas offre des services de consultation et réalise des projets de formation et d'occupation. Quels sont les objectifs?

Nous voulons d'une manière générale supprimer ou diminuer leur dépendance de l'aide sociale. Là où c'est possible, nous essayons de les réintégrer dans le marché du travail. Mais nous nous efforçons dans tous les cas d'éviter leur isolement car ces personnes courent ce risque.

Une politique de la pauvreté est-elle possible quand les caisses sont vides?

Cela ne concerne pas que l'Etat social. L'économie doit aussi prendre ses responsabilités. Il est inadmissible qu'un salaire ne suffise pas pour vivre. Nous devons réfléchir à ce que nous coûte la pauvreté – aussi bien aux assurances sociales qu'à l'aide sociale. Au bout du compte, une société qui ne combat pas activement et efficacement la pauvreté risque de se désintégrer. Les USA par exemple paient des sommes astronomiques pour leur police et les services de sécurité privés.

difficiles. Comme le montre le témoignage de Romaine, la famille est tout le temps à la maison parce qu'elle n'a pas d'argent pour les transports publics. Un concert ou un cinéma de temps à autre sont hors de question. Il en va de même pour la mère de Chris: «Je suis presque toujours ici, à la maison. Nous n'avons simplement pas d'argent pour entreprendre quelque chose en dehors». Les personnes pauvres doivent renoncer à beaucoup de choses dans des domaines importants comme le logement, la santé, les contacts sociaux et les loisirs.

Une pauvreté cachée

Romaine ne s'accommode cependant pas de sa situation. Ni Jean, ni Chris. Tous se démènent pour sortir de ce cercle vicieux. Jean espère pouvoir rembourser ses dettes et Chris suit une formation professionnelle de qualité. Ce sont des familles discrètes, ayant même honte de leur pauvreté. Beaucoup de personnes vivant dans cette situa-

La pauvreté n'est pas qu'une question économique.

tion se comportent de la même façon. L'analyste de la pauvreté, Robert Leu, a calculé dans son étude que près de 45% des personnes pauvres qui auraient droit à des prestations complémentaires (AVS/AI) ou à l'aide sociale n'en font même pas la demande. Demander de l'aide aux services compétents reste visiblement très difficile. De nombreuses personnes concernées espèrent que leur situation n'est que passagère et qu'elles sauront s'en sortir toutes seules. Dans les régions rurales où chacun se connaît, la peur de ruiner sa réputation en recourant à l'aide sociale est particulièrement grande.

Une société «70-20-10»

L'économiste de Caritas, Carlo Knöpfel, parle dans ces cas de «pauvreté cachée». «Il y a un grand nombre de personnes qui vivent dans la pauvreté et ne font pas usage de leur droit à un soutien de l'Etat. Elles vivent alors avec moins que le minimum existentiel», remarque-t-il.

Afin de gagner une vue d'ensemble de l'ampleur de la pauvreté dans une société occidentale soi-disant hautement développée, on applique le modèle «70-20-10» selon lequel 70% de la population n'est jamais



pauvre, 20% est menacée de pauvreté et 10% véritablement pauvre. En particulier au sein des 10 derniers pour-cent, la pauvreté risque de s'établir et d'être transmise de génération en génération.

Le modèle d'une société «70-20-10» semble aussi applicable à la Suisse quoique dans une forme un peu affaiblie. Ainsi, l'Office fédéral de la statistique estime que pour les personnes âgées entre 20 et 59 ans, 13% sont pauvres. En ce qui concerne la catégorie des personnes menacées de pauvreté (20%), l'étude de Caritas «Formation et pauvreté» montre que certains événements

types conduisent non seulement à une diminution du revenu mais peuvent aboutir ensuite à la pauvreté. Ce sont le chômage, une naissance, un divorce, le décès ou l'invalidité d'un membre du ménage. Le danger de paupérisation est encore plus grand pendant les phases critiques de la vie comme durant la formation professionnelle, l'entrée dans la vie active ou lors de la fondation d'une famille. Pour les ménages à faible revenu et dont les membres ont un niveau de formation bas, un incident ou une combinaison de ces événements peut représenter la chute dans une pauvreté durable ou cyclique.

La formation, un remède contre la pauvreté

C'est dans ce contexte que les milieux politiques doivent inscrire leur lutte contre la pauvreté. Il n'y a pas de recette miracle. Deux niveaux d'intervention sont cependant possibles. Premièrement, les retraités AVS/AI qui ne touchent pas le minimum existentiel social ont droit à des prestations complémentaires. Cette solution n'aura pas supprimé la pauvreté chez les personnes âgées mais l'aura au moins considérablement diminuée. De cette expérience naît l'idée d'élargir le système des prestations complémentaires aux familles défavorisées.

Deuxièmement, la formation constitue une mesure de lutte contre la pauvreté très importante. Selon Carlo Knöpfel, «un jeune n'ayant pas de bons résultats scolaires ne trouvera qu'avec difficultés une place d'ap-

CAUSES DE LA PAUVRETÉ EN SUISSE



comme le travail sur appel ou avec un tout petit temps partiel conduisent directement à la pauvreté.

- Les enfants sont un risque de paupérisation: les jeunes couples ont moins d'argent à disposition tandis que les coûts augmentent.
- Le divorce: après une séparation, le même revenu doit suffire pour deux ménages. Les mères seules ne peuvent pas travailler à plein temps et les pères ne paient souvent pas les pensions alimentaires.
- La hauteur des loyers pèse souvent sur la situation financière des ménages économiquement faibles.
- Le statut de migrant: les étrangers occupent souvent des postes de travail à faibles revenus (dans la gastronomie, le nettoyage). Beaucoup soutiennent en plus les proches restés dans leur pays d'origine.

Les Editions Caritas viennent de publier le «Manuel sur la pauvreté en Suisse» (en allemand). Outre l'analyse de la situation et les chiffres sur ce sujet, il propose aussi des solutions à explorer pour lutter efficacement contre la pauvreté.

Manuel sur la pauvreté en Suisse. 224 pages, nombreuses illustrations en couleur, 42 francs. A commander chez: Caritas Suisse, Löwenstrasse 3, case postale, 6002 Lucerne, téléphone: 041 419 22 22, fax: 041 419 24 24, e-mail: info@caritas.ch, www.caritas.ch/shop.

La traduction française de l'ouvrage est prévue pour 2007.

Il faut des prestations complémentaires pour les familles pauvres et une formation.

prentissage. Il fera alors des petits boulots à droite, à gauche. L'école devrait niveler les différences sociales au lieu de les exacerber comme c'est le cas aujourd'hui. Elle doit garantir l'égalité des chances.»

Caritas étudie régulièrement la pauvreté et propose ses solutions. Mais son engagement premier réside dans l'aide concrète en faveur des personnes défavorisées et marginalisées. C'est pourquoi elle conseille et accompagne des gens comme Jean, Romaine ou Chris. Grâce à cela, elle ne propose pas que des solutions théoriques mais aussi des voies individuelles pour sortir de la pauvreté. <

* Prénoms d'emprunt

Il y a plusieurs raisons pour que le piège de la pauvreté se referme sur quelqu'un en Suisse:

- Les adolescents et jeunes adultes sans formation suffisante ont de très mauvaises cartes pour entrer sur le marché du travail et ne réussissent souvent pas à franchir ce seuil.
- Après une longue période de chômage, on n'obtient souvent plus de place de travail.
- De longues maladies mal couvertes par les assurances ou un décès dans la famille peuvent plonger celle-ci dans une situation de détresse sociale.
- Un travail insuffisamment rémunéré (working poor) et des conditions de travail précaires